

Laplantine démontre que le temps est une dimension constitutive du vivre ensemble : les conditions de réalisation du vivre ensemble sont menacées lorsque les transformations sociales affectent le lien social. Jourdan, quant à elle, propose une lecture du vivre ensemble inspirée de la genèse des langues créoles. L'auteure affirme alors que le vivre ensemble est un lieu de négociation, de pouvoir et de collaboration; le vivre ensemble n'étant pas exempt de rapports de forces. En ce qui a trait au texte de Laugrand, celui-ci, inspiré de l'expérience inuit, propose une conception du vivre ensemble qui dépasse les humains; le vivre ensemble devant inclure l'ensemble des êtres vivants.

La relation entre religion et vivre ensemble est abordée au travers de trois chapitres. L'islam (Cesari), le judaïsme (Anctil) et le religieux dans sa généralité (Meintel) sont ainsi observés. Dans un contexte où les pratiques islamiques sont perçues comme dérangeantes (2015 : 168) et où le vivre ensemble est en crise, Cesari établit les convergences et divergences existantes entre les principes du sécularisme européen et l'islam. L'auteure présente également les tentatives d'adaptation de l'islam au sécularisme et les tentatives européennes de reconfigurer l'islam. Contrairement aux idées percevant la religion comme créatrice de clivages sociaux, Meintel développe une compréhension de la religion et du fait religieux comme participant au vivre ensemble. À l'aide des résultats obtenus lors d'une recherche ethnographique, l'auteure démontre que la religion est créatrice de liens sociaux dans la mesure où les communautés religieuses interethniques participent à l'intégration sociale de leurs membres et propose des relations moins hiérarchisées. Le texte d'Anctil poursuit la réflexion de Meintel; les deux démontrant que le religieux ne constitue pas une menace au vivre ensemble. Au moyen d'une approche historique, Anctil expose le caractère ouvert et adaptatif du judaïsme diasporique. Ayant toujours été en situation minoritaire, ce judaïsme privilégie la négociation et la réconciliation (2015 : 202).

Les dynamiques culturelles et artistiques constituent la thématique de la quatrième section. La médiation culturelle (Caune), les productions culturelles (Lamoureux et Uhl) et l'art performance (La Chance) sont ainsi observés. Au moyen d'un argumentaire sur la médiation culturelle, Caune démontre que le vivre ensemble doit se comprendre comme étant la relation entre la personne et la collectivité; ce qui unit la personne et la collectivité (la relation) étant possible par la médiation culturelle. Lamoureux et Uhl, quant à elles, s'intéressent aux productions culturelles et comment celles-ci mettent à l'épreuve (2015 : 244) le vivre ensemble. Cette mise à l'épreuve est notamment possible par la description du vivre ensemble, par son questionnement, par sa critique et par sa réinvention. Enfin, La Chance propose une critique de l'instrumentalisation du vivre ensemble comme notion recherchant l'homogénéité et le consensus. Pour l'auteur, l'instrumentalisation du vivre ensemble par « [...] les dirigeants, les subventionnaires et les décideurs [...] » (2015 : 267) conduit à une conception de l'art comme porteur d'un discours du consensus et non comme porteur d'un discours du changement.

Face à cette pluralité de conceptions et d'approches du vivre ensemble, qu'en est-il de ce concept? Autrement dit, que doit-on retenir? L'ouvrage proposé offre une vue d'ensemble de la notion; la pertinence sociale, le contexte, des tentatives définitionnelles et des expériences du vivre ensemble sont ainsi exposés. Comme le démontre l'aperçu des principales idées

véhiculées dans cet ouvrage, les pluralités d'approches et de perspectives ainsi que la pluralité des conceptualisations offertes rendent difficile – voire impossible – une conception claire du vivre ensemble. Compte tenu du rôle pionnier de cet ouvrage, il aurait alors peut-être été préférable de réunir des textes moins hétéroclites et par conséquent, offrir non pas une vue d'ensemble du vivre ensemble, mais plutôt une meilleure compréhension de la notion et de ses implications. Néanmoins, dans un contexte où le vivre ensemble s'inscrit dans l'actualité de nos sociétés contemporaines et où très peu de recherches québécoises s'y attardent (2015 : 22), cet ouvrage est d'une grande pertinence sociale et scientifique.

De plus, comme indiqué précédemment, tant la préface que la postface ont été rédigées par des individus affiliés à l'UNESCO. Ces textes trouvent leur pertinence dans l'exposition de la dimension institutionnelle du vivre ensemble. Toutefois, notons que ceux-ci ne proposent pas de véritable réflexion sur le vivre ensemble, ne l'abordent pas d'un point de vue critique et semblent avoir pour objectif de promouvoir davantage l'institution que le vivre ensemble. Notons également que ces deux textes détonnent du reste de l'ouvrage et proposent des réflexions difficilement pertinentes pour le milieu académique.

Malgré les critiques formulés précédemment, il n'en demeure pas moins que l'ouvrage est d'une très grande richesse pour les étudiants et chercheurs en sciences sociales, ne se limitant pas à offrir un regard sur le vivre ensemble occidentalocentriste – voire anthropocentriste. Les contributions de l'ouvrage étant pour la plupart très enrichissantes, certaines se démarquant par l'originalité de leurs thèses. De plus, l'une des forces de l'ouvrage réside dans sa capacité à dépasser une compréhension du vivre ensemble dans son rapport au religieux. Cette relation est évidemment exposée dans l'ouvrage. Toutefois, elle ne constitue qu'une dimension parmi d'autres du vivre ensemble. Par conséquent, le vivre ensemble se présente ainsi comme une notion tentant d'articuler la pluralité des vécus humains (religion, appartenance ethnique, appartenance racisée, handicap, genre, sexualité, âge, classe sociale) à une société/communauté/collectivité commune.

Note

- 1 En conformité avec le choix éditorial de Francine Saillant (titre de l'ouvrage, nom des sections et quatrième de couverture), l'expression « vivre ensemble » sera orthographiée, dans cette recension, sans trait d'union, et ce, indépendamment de l'orthographe utilisée par les auteurs des différents chapitres de l'ouvrage.

Bréda, Charlotte, Marie Deridder et Pierre-Joseph Laurent dir., *La modernité insécurisée : Anthropologie des conséquences de la mondialisation*, Louvain-la-Neuve : L'Harmattan, 2013, 467 pages.

Recenseuse : Catherine Morin Boulais
Université Laval

L'idée que la mondialisation se résume à un processus d'homogénéisation de la culture et d'occidentalisation du monde est aujourd'hui dépassée. Pour traiter de la mondialisation, l'anthropologie fait plutôt état de la complexité d'un phénomène

plurivoque, paradoxal sinon contradictoire, prenant des formes particulières selon les endroits où il s'immisce et approprié différemment selon les communautés qu'il touche. S'inscrivant dans cette approche, cet ouvrage s'intéresse à la manière dont certains groupes de populations d'Afrique, d'Amérique et d'Europe appréhendent la mondialisation, font l'expérience des transformations qu'elle engendre et se projettent dans l'avenir.

Tel qu'indiqué dans le titre, la réflexion sur la mondialisation est orientée par le concept de modernité insécurisée. La paternité de ce concept revient à Pierre-Joseph Laurent, qui codirige le présent ouvrage avec ses collègues Charlotte Bréda et Marie Derrider du Laboratoire d'anthropologie prospective (LAAP) de l'Université catholique de Louvain. Selon Laurent, la modernité se caractérise par l'insécurité quotidienne vécue par les sociétés partout dans le monde. Les conditions d'insécurité, qui sont tout autant économiques, sociales, politiques que climatiques, sont instituées par les profonds changements du cadre de vie et du rapport au monde qu'engendre la mondialisation. Concept opératoire, la modernité insécurisée sert à révéler à la fois « les processus globaux engendrés par les lames de fond de la mondialisation » (10) et les réalités locales qui en découlent. La notion fut élaborée par Laurent pour rendre compte du contexte de désordres et d'angoisses multiples dans lequel s'est déployée l'Église pentecôtiste des Assemblées de Dieu du Burkina Faso.

Les seize contributions inédites de *La modernité insécurisée* résultent d'une recherche collective menée au LAAP en 2008-2009, durant laquelle une quarantaine de chercheurs ont appliqué le concept de modernité insécurisée à leur terrain de recherche respectif afin d'en éprouver la pertinence et les limites. Les auteurs adoptent une perspective profondément empirique et la qualité avec laquelle ils rapportent leurs observations nous transporte rapidement sur place, de la campagne roumaine au marché congolais. Afin de faciliter la dynamique comparative, les textes sont divisés en cinq sections thématiques.

La première section porte sur les conséquences de la mondialisation sur les sociétés en transition. Ce terme réfère à des sociétés qui, en l'espace d'une génération, sont passées d'un mode de vie coutumier à un mode de vie urbain, tels les villageois mossis du Burkina Faso (Pierre-Joseph Laurent), les villageois du Banat roumains (Séverine Lagneaux), les Wayù de la Colombie (Lionel Simon) et les semi-nomades kazakhs (Anne-Marie Vuilleminot). Le chapitre qui ouvre cette section, rédigé par Laurent, est incontournable pour quiconque n'est pas familier avec la notion de modernité insécurisée. L'auteur y analyse finement l'entrée massive des villageois mossis de Kulkinka dans la mondialisation, dégageant trois aspects de la modernité insécurisée qui seront repris tout au long de l'ouvrage. Le premier est la rupture entre la vie réelle et la vie espérée. Le deuxième est l'atermoiement, marqué par le vacillement du rêve d'une vie meilleure et l'insécurité par rapport à l'avenir. Le troisième est la présence de liens sociaux basés sur la défiance et d'une gouvernance inégalitaire articulant clientélisme, arbitraire et personnalisation du pouvoir.

La deuxième section plaira aux anthropologues travaillant sur les effets sociaux des changements climatiques. Les auteurs y explorent les impacts de la mondialisation sur la gestion des ressources naturelles et des rapports fonciers en lien avec le passage de l'ouragan Stan au Guatemala (Julie Hermesse), l'érosion du littoral nord-côtier au Québec (Charlotte Bréda)

et les processus électoraux au Mali (Marie Derrider). La pertinence analytique du concept de modernité insécurité est ici manifeste. Bréda, par exemple, la démontre par la « mise en insécurité » de la population septilienne. Elle explique que dans un contexte de transformations climatiques planétaires, la problématique de l'érosion du littoral à Sept-Îles est « mise en risque » par les autorités locales et provinciales. Les dispositifs de gestion qu'elles favorisent entraînent une combinaison de contraintes scientifiques, politiques et économiques qui paralyse les actions des riverains et amène ces derniers à faire de l'insécurité le principal mode d'appréhension de leur milieu de vie. Manquant de recours, les riverains perdent confiance en les institutions scientifiques et les élus et sont poussés à innover pour se sécuriser, illustrant ce qu'anticipe la modernité insécurisée.

La troisième section, intitulée « Mondialisation et formes de la gouvernabilité », met en lumière la structuration des processus identitaires et des modes de gouvernance en réponse aux transformations globales récentes. La modernité insécurisée est discutée à travers les ségrégations et les violences raciales des quartiers populaires de Bruxelles (Pascale Jamoulle), la production des enfants de la rue à Bujumbura, au Burundi (Athanasie Nsengiyumva), le « vivre ensemble » dans le marché Nzala en périphérie de Kinshasa (Raoul Kienge-Kienge Intudi) et la création des Rondes paysannes dans la région de Cajamarca, au Pérou (Emmanuelle Piccoli). La question des ressources naturelles étant actuellement à l'avant-plan au Canada et ailleurs dans le monde, le texte de Piccoli est particulièrement d'actualité. L'auteure montre que les Rondes paysannes représentent une réponse de la population de Cajamarca à deux périodes d'insécurité majeure, la réforme agraire de 1969 et la multiplication des mégaprojets miniers dans les années 2000. Mises sur pied en 1976, les rondes assuraient d'abord la vigilance nocturne de la région puis se sont imposées comme un nouveau mode de gestion de la vie collective et de la justice paysanne. Avec l'usurpation de terres, la corruption et la pollution découlant du développement minier récent, leur rôle oscille maintenant entre lieu de débat et lieu de défense des communautés. Dans les deux cas, les Rondes paysannes ont pallié l'absence d'un État fort, apte à régler les problèmes vécus par les populations locales.

Les textes de la quatrième section investiguent les effets de la mondialisation sur les relations entre les États et leurs institutions. Les ethnographies ont pour objet le réseau de la santé burundais (Chiarella Mattern), la banque belge Fortis (Hélène Eraly) et un laboratoire de recherche d'Afrique centrale (Véronique Gosselin). La contribution d'Eraly illustre habilement la défiance sociale et la personnalisation du pouvoir typiques de la modernité insécurisée. Examinant l'assemblée générale d'une grande banque belge durant la crise financière de 2008, l'auteure détaille l'émergence d'un mouvement de contestation formé par de petits actionnaires et mené par une personnalité charismatique. À travers son analyse, Eraly expose avec justesse la fragilité du système de sécurité et de confiance politique et économique sur lequel reposent nos sociétés capitalistes.

La dernière section de l'ouvrage porte sur la mondialisation des imaginaires, l'inventivité des groupes de populations et les ruses identitaires. L'approfondissement de ces thématiques se fait par l'étude des masques des carnivals créoles des Antilles et de la Guyane (Philippe Chanson) et des stratégies

de réussite économique et de reconnaissance sociale des étudiants et diplômés de l'Université de Ouagadougou (Jacinthe Mazzocchetti). Malgré des terrains fort contrastés, les auteurs se rejoignent par les tensions sociales qu'ils dégagent. Chanson voit une tension entre les valeurs traditionnelles du monde créole et une modernité pseudo-sécurisante dite de « profitation », c'est-à-dire basée sur une forte dépendance des Territoires d'outre-mer à la métropole. Mazzocchetti constate qu'une tension marque le quotidien des jeunes Burkinabés, coïncés entre une modernité insécurisée et une modernité mirage. Dans les Antilles comme en Afrique, différentes stratégies de résistance, de réussite et d'apaisement, dont l'utilisation des masques durant les carnivals, la ruse et l'invention de soi, sont sollicitées pour faire face à l'insécurité sociale quotidienne.

Plutôt que d'offrir une synthèse des contributions, Mazzocchetti, qui signe la conclusion de l'ouvrage, prolonge la réflexion en présentant les questionnements que lui a procurés la lecture des textes. Elle rappelle au passage les avancées majeures provenant du recours au concept de modernité insécurisée comme outil analytique, notamment le caractère tangible qu'il donne aux processus dialectiques et aux flux (d'humains, de choses, d'imaginaires) inhérents aux conséquences de la mondialisation. En somme, l'idée de demander à des anthropologues d'appliquer un concept qui leur est plus ou moins nouveau à leur terrain de recherche pour en interroger la validité est originale et permet des comparaisons autrement impossibles. Si les liens tissés entre l'objet d'étude et le concept donnent à quelques reprises l'impression d'être forcés, semblant moins souligner les limites de l'approche mise à l'épreuve que son caractère imposé, l'exercice atteint néanmoins son objectif. L'appropriation du concept par les chercheurs dégage au final une vision plurielle, mais commune des effets de la mondialisation. L'ouvrage se démarque par ailleurs par la perspective empirique dans laquelle s'ancrent les contributions, offrant au lecteur des études de cas d'une richesse ethnographique remarquable. Tant les étudiants que les anthropologues d'expérience y trouveront une excellente référence pour poser un regard neuf sur la mondialisation et ses effets.

Dozon, Jean-Pierre, *Afrique en présence. Du monde atlantique à la globalisation néolibérale*, Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2015, 197 pages.

*Recenseuse : Gabriella Djerrahian
Université du Québec à Montréal*

Dans l'imaginaire occidental, l'Afrique est considérée comme l'antithèse de la modernité occidentale, une image qui s'appuie entre autres sur un prétendu retard structurel et technologique attribué à ce continent. L'ouvrage de Jean-Pierre Dozon présente de façon exhaustive la généalogie des multiples modernités enchevêtrées en Afrique, du point de vue de ses relations passées et présentes avec l'Europe et, plus récemment, avec d'autres puissances économiques telles que la Chine. Chronologiquement, l'analyse couvre la période de la traite négrière, du colonialisme, des indépendances africaines et de l'émergence des États. L'auteur explore ensuite l'établissement des partis politiques uniques et les crises qui en ont

découlé, le mouvement tiers-mondiste, le développement en Afrique, le rétrécissement de l'État, et l'émergence de l'économie informelle dans le contexte du monde néolibéral.

À plusieurs égards, l'objectif principal du livre est d'accompagner le/la lecteur/trice pas à pas dans la réévaluation du rapport entre l'Afrique et la modernité. Cet objectif est poursuivi en donnant, d'une part, sa juste valeur au rôle de co-constructeur du continent africain de la modernité occidentale. D'autre part, l'ouvrage vise à insérer l'Afrique dans le monde contemporain en soulignant le fait que, loin d'être un continent écarté des courants actuels issus de la globalisation, il en est un acteur clé et les façonne d'une manière qui lui est propre. De ce point de vue, la relecture que propose Dozon d'une Afrique située au croisement de multiples modernités africaines, de la modernité occidentale et de la globalisation se matérialise non seulement en une étude des transformations colossales dont l'Afrique a été le théâtre. Elle est aussi réalisée en abordant d'autres sujets tangents, par exemple l'art africain et occidental, de même que la religion. Le fil conducteur de ces divers éléments est celui d'une pluralité hybride (politique, juridique, religieuse, ethnique) qui prend des formes novatrices et souvent inattendues. En ce sens, nous nous retrouvons face à une Afrique postmoderne bien avant l'heure.

Bien que l'auteur situe le début des échanges entre l'Europe et l'Afrique au XVe siècle, le récit de la modernité qu'il nous présente s'attarde avec justesse sur la période coloniale. Dans le second chapitre, l'auteur balise l'histoire du colonialisme pour dresser un portrait plus large de l'Afrique. Il met de l'avant, parallèlement aux nombreuses dévastations consécutives aux conquêtes et à l'arrivée des pouvoirs européens, l'action des Africains eux-mêmes face à ces événements, particulièrement en ce qui concerne l'alliance entre les pouvoirs coloniaux et les diverses aristocraties locales africaines, allant jusqu'à l'invention de nouvelles autorités coutumières. Chez les musulmans, par exemple, les confréries comme les Mourides sénégalais ont prospéré au sein du système colonial. Face aux transformations déjà en cours avant l'arrivée des Européens et intensifiées par leur présence, les pouvoirs coloniaux ont misé sur les aspects « traditionnels » et ruraux des territoires sous leur contrôle pour se faire une image de l'Afrique et élaborer des stratégies administratives. L'un des héritages durables de la période coloniale, soit l'arrière-plan des événements survenus par la suite, est la répartition des peuples et des territoires. L'époque coloniale a également entraîné de multiples transformations dans les domaines ethnique, culturel et juridique, ainsi qu'une croissance religieuse notable, qui ont provoqué entre autres la réinvention des vies des locaux.

Le livre aborde également un autre développement en lien avec le legs de l'esclavage et du colonialisme, soit le mouvement panafricaniste faisant le pont idéologique entre ses fondateurs afro-américains et afro-caribéens et leur territoire ancestral. Facilité par les circuits transatlantiques, le panafricanisme constitue un moment de la modernité africaine naviguant sur le courant de la globalisation, mouvement qui a pris fin avec l'avènement des indépendances.

Une grande partie de l'ouvrage, soit presque la moitié, est consacrée aux défis issus de la période postcoloniale et de la construction des États-nations. La rupture avec les pouvoirs coloniaux et l'avènement des indépendances africaines ont propulsé le continent sur la scène internationale. À la recherche d'alliés politiques et économiques dans le contexte de la guerre